

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : La Vallée-de-la-Gatineau

Code géographique : AR830

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers non audités

Table des matières	S30
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Membres du conseil et fonctionnaires	S66
--------------------------------------	-----

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claude-Ann Langevin, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier
de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-05-15

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Dignard Ethier CPA Inc.
18 rue principale
Gracefield, Québec
J0X 1W0

Par :

Joffrey Sévigny, CPA auditeur, CGA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2018-05-15

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	4 502 495	4 522 792	4 475 526
Transferts	4	2 286 828	3 686 482	2 503 407
Services rendus	5	1 794 120	2 661 129	2 327 958
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			(319)
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		7 188	14 589
Autres revenus	10	551 548	276 060	145 957
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 134 991	11 153 651	9 467 118
Charges				
Administration générale	14	3 311 233	3 128 872	3 064 483
Sécurité publique	15	179 173	204 548	197 327
Transport	16	502 626	556 266	615 181
Hygiène du milieu	17	2 026 699	2 243 619	2 339 670
Santé et bien-être	18	253 000	424 228	417 947
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 576 465	2 753 186	2 544 583
Loisirs et culture	20	278 037	534 494	355 430
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	98 980	106 259	157 012
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 226 213	9 951 472	9 691 633
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(91 222)	1 202 179	(224 515)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		2 761 315	2 985 830
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		10 944	
Solde redressé	28		2 772 259	2 985 830
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		3 974 438	2 761 315

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 384 429	748 535
Débiteurs (note 5)	2	2 064 867	2 237 673
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	787 466	595 498
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 236 762	3 581 706
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 500 000	375 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 270 467	1 846 933
Revenus reportés (note 12)	12	529 941	870 965
Dette à long terme (note 13)	13	6 083 651	5 113 951
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	9 384 059	8 206 849
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 147 297)	(4 625 143)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	8 057 355	7 365 311
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	64 380	21 147
	21	8 121 735	7 386 458
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	3 974 438	2 761 315

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(91 222)	1 202 179	(224 515)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 483 451)	(438 529)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		789 780	672 635
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 627	
	7		(692 044)	234 106
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(43 233)	9 084
	11		(43 233)	9 084
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		10 944	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(91 222)	477 846	18 675
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(4 625 143)	(4 584 556)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(59 262)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(4 625 143)	(4 643 818)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(4 147 297)	(4 625 143)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 202 179	(224 515)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	789 780	672 635
Autres			
-	3	194 911	86 802
-	4	1 627	
	5	2 188 497	534 922
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	172 806	(388 472)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(576 466)	386 774
Revenus reportés	9	(341 024)	272 515
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(43 233)	9 084
	14	1 400 580	814 823
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 483 451)	(438 529)
Produit de cession	16		
	17	(1 483 451)	(438 529)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(286 100)	(25 000)
Remboursement ou cession	19	(89 835)	(73 490)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(375 935)	(98 490)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 325 900	250 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(356 200)	(287 600)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 125 000	(460 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 094 700	(497 600)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 635 894	(219 796)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	748 535	968 331
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	748 535	968 331
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 384 429	748 535

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté (MRC) de la Vallée-de-la-Gatineau est un organisme municipal existant en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la MRC.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la MRC, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la MRC est de présenter dans la trésorerie et équivalent de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placement de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût. Les placements sont constitués d'un dépôt à terme dont le taux est de 0.75 %.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêt

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

d'avantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charge à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructure	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipements divers	10 %
Équipements informatique	5 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la MRC de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisations est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

F) Revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à prestations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à prestations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds Local d'Investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 384 429	748 535
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 384 429	748 535
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 384 429	748 535
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 448 688	961 373
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 15 351	2 831
Organismes municipaux	15 141 765	873 562
Autres		
-	16 459 063	399 907
-	17	
	18 2 064 867	2 237 673
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	601 083	411 417
Autres placements	31	186 383	184 081
	32	787 466	595 498
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	186 383	184 081
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		127 518
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43		127 518

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	374 178	471 945
Salaires et avantages sociaux	48	255 255	214 494
Dépôts et retenues de garantie	49	17 682	
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Engagements	53	623 352	758 931
-	54		320 625
-	55		80 938
-	56		
-	57		
	58	1 270 467	1 846 933

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
-	66	529 941	
-	67		
-	68		
-	69		870 965
	70	529 941	870 965

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128		156		183		210	
Eaux usées	129	4 576 910	157		184		211	4 576 910
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130		158		185		212	
Autres	131	5 559 723	159	20 339	186		213	5 580 062
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	614 504	161		188		215	614 504
Améliorations locatives	134	120 252	162		189		216	120 252
Véhicules	135		163		190		217	
Ameublement et équipement de bureau	136	1 364 538	164	4 594	191		218	1 369 132
Machinerie, outillage et équipement divers	137		165		192		219	
Terrains	138		166		193		220	
Autres	139		167	1 397 698	194	(915 653)	221	2 313 351
	140	12 235 927	168	1 422 631	195	(915 653)	222	14 574 211
Immobilisations en cours	141	992 873	169	60 820	196	917 280	223	136 413
	142	13 228 800	170	1 483 451	197	1 627	224	14 710 624
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143		171		198		225	
Eaux usées	144	2 261 895	172	329 966	199		226	2 591 861
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145		173		200		227	
Autres	146	1 965 288	174	152 602	201		228	2 117 890
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	265 568	176	15 363	203		230	280 931
Améliorations locatives	149	80 122	177	12 026	204		231	92 148
Véhicules	150		178		205		232	
Ameublement et équipement de bureau	151	1 290 616	179	164 155	206		233	1 454 771
Machinerie, outillage et équipement divers	152		180		207		234	
Autres	153		181	115 668	208		235	115 668
	154	5 863 489	182	789 780	209		236	6 653 269
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	7 365 311					237	8 057 355
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	()	242	()	244	()	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avances	254	51 342
- Travaux en cours	255	13 038
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	64 380
		21 147
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	13 558
Autres revenus	262	12 356
	263	13 558
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	6 598
Variation de la provision pour moins-value	265	123 904
	266	6 598
Autres charges	267	123 904
	268	6 598
Excédent (déficit) de l'exercice	269	6 960
		(111 548)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270	1 039 387	462 555
Placements de portefeuille	271	186 383	184 081
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	601 083	411 417
Provision pour moins-value	274	()	()
	275	601 083	411 417
	276	1 826 853	1 058 053
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279	1 227 251	1 227 251
	280	1 227 251	1 227 251
Solde du Fonds local d'investissement	281	599 602	(169 198)

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	1 225 770	646 636
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285	1 225 770	646 636

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 296
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

S.O.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

24. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	4 502 495	4 522 792		4 522 792	4 475 526	
Transferts	4	2 286 828	3 686 482		3 686 482	2 503 407	
Services rendus	5	1 794 120	2 661 129		2 661 129	2 327 958	
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7					(319)	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9		7 188		7 188	14 589	
Autres revenus	10	551 548	276 060		276 060	145 957	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 134 991	11 153 651		11 153 651	9 467 118	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20						
	21	9 134 991	11 153 651		11 153 651	9 467 118	
Charges							
Administration générale	22	2 638 598	2 937 328	191 544	3 128 872	3 064 483	
Sécurité publique	23	179 173	204 548		204 548	197 327	
Transport	24	502 626	556 266		556 266	615 181	
Hygiène du milieu	25	2 026 699	1 913 653	329 966	2 243 619	2 339 670	
Santé et bien-être	26	253 000	424 228		424 228	417 947	
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 576 465	2 753 186		2 753 186	2 544 583	
Loisirs et culture	28	278 037	266 224	268 270	534 494	355 430	
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	98 980	106 259		106 259	157 012	
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	672 635	789 780	(789 780)			
	33	9 226 213	9 951 472		9 951 472	9 691 633	
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(91 222)	1 202 179		1 202 179	(224 515)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(91 222)	1 202 179	(224 515)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(91 222)	1 202 179	(224 515)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	672 635	789 780	672 635
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		1 627	
	8	672 635	791 407	672 635
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		(89 835)	(73 490)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		6 598	123 904
	15		(83 237)	50 414
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(327 000)	(356 200)	(287 600)
	18	(327 000)	(356 200)	(287 600)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	346 077	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(14 688)	(189 515)	(168 204)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(239 725)	(694 355)	5 100
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(254 413)	(1 229 947)	(163 104)
	26	91 222	(877 977)	272 345
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		324 202	47 830

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(85 753)	(38 743)
Sécurité publique	3))
Transport	4))
Hygiène du milieu	5	)	145 806)
Santé et bien-être	6))
Aménagement, urbanisme et développement	7	1 397 698)	253 980)
Loisirs et culture	8))
Réseau d'électricité	9))
	10	(1 483 451)	(438 529)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(286 100)	(25 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 051 621	250 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	346 077	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	24 933	
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	286 100	25 000
	18	657 110	25 000
	19	(60 820)	(188 529)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(60 820)	(188 529)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	2 528 400	2 710 806	2 570 288
Charges sociales	2	655 402	654 057	630 072
Biens et services	3	3 114 613	3 236 220	3 360 393
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	98 980	106 259	157 012
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	2 156 183	2 454 350	2 301 233
Amortissement des immobilisations	14	672 635	789 780	672 635
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	9 226 213	9 951 472	9 691 633

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (48 502)	(372 706)
Excédent de fonctionnement affecté	2 755 584	566 069
Réserves financières et fonds réservés	3 1 509 116	849 487
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 227 251 ) (	1 227 251)
Financement des investissements en cours	5 3 104	(888 679)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 2 982 387	3 834 395
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 3 974 438	2 761 315
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 (48 502)	(372 706)
Organismes contrôlés ¹	10	
	11 (48 502)	(372 706)
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Fonds Hydro Quebec	12 755 584	566 069
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 755 584	566 069
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 755 584	566 069
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	64 803
Organismes contrôlés	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés	42	
Fonds local d'investissement (note 18)	43 1 412 594	646 635
Fonds local de solidarité (note 19)	44	
Autres		
- élections/TPI	45 8 300	138 049
- Fonds de roulement	46 88 222	
	47 1 509 116	849 487
	48 1 509 116	849 487

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	1 227 251) (1 227 251)
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 (	1 227 251) (1 227 251)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	1 227 251) (1 227 251)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 139 516	
Investissements à financer	83 (136 412 ) (	888 679)
	84 3 104	(888 679)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 8 057 355	7 365 311
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 601 083	411 417
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 8 658 438	7 776 728
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 8 658 438	7 776 728
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (6 083 651 ) (	5 113 951)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (6 083 651 ) (	5 113 951)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ((407 600) ) (	(1 171 618))
	100 (5 676 051 ) (	3 942 333)
	101 2 982 387	3 834 395

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite de la MRC est le Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) administré par un conseil indépendant de l'organisation.

Charge de l'exercice	2017	2016
Cotisations de l'employeur	106	127 518

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

Charge de l'exercice	2017	2016
Cotisations de l'employeur	108	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

Charge de l'exercice	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	9 365
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	113	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	
	115	

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	6 083 651
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	136 412
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	6 220 063
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	6 220 063
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	6 220 063
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	6 220 063
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	167 043	248 685
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	30 000	30 000
Sécurité civile	55		
Autres	56	22 500	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		95 307
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60	392 378	382 885
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	80 358	80 358
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82	150 000	150 400
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	884 386	1 307 278
Autres	85	381 076	46 460
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	37 793	
Réseau d'électricité	89		
	90	2 145 534	2 341 373

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	91	
Sécurité publique		
Police	92	
Sécurité incendie	93	
Sécurité civile	94	
Autres	95	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	96	
Enlèvement de la neige	97	
Autres	98	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	99	
Transport adapté	100	
Transport scolaire	101	
Autres	102	
Transport aérien	103	
Transport par eau	104	
Autres	105	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	
Traitement des eaux usées	108	
Réseaux d'égout	109	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	110	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	111	
Tri et conditionnement	112	
Autres	113	
Autres	114	
Cours d'eau	115	
Protection de l'environnement	116	
Autres	117	
Santé et bien-être		
Logement social	118	
Sécurité du revenu	119	
Autres	120	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	121	
Rénovation urbaine	122	
Promotion et développement économique	123	
Autres	124	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	125	
Activités culturelles		
Bibliothèques	126	
Autres	127	
Réseau d'électricité	128	
	129	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135	1 309 413	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137	231 535	162 034
	138	1 540 948	162 034
TOTAL DES TRANSFERTS	139	3 686 482	2 503 407

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES		
MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffes et application de la loi	140	2 660
Évaluation	141	32 000
Autres	142	169 597
	143	204 257
Sécurité publique		
Police	144	
Sécurité incendie	145	104 361
Sécurité civile	146	
Autres	147	
	148	104 361
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	149	
Enlèvement de la neige	150	
Autres	151	
Transport collectif	152	
Autres	153	
	154	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		
Réseau de distribution de l'eau potable	155	
Traitement des eaux usées	156	38 081
Réseaux d'égout	157	
Réseaux d'égout	158	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Matières recyclables	159	
Collecte sélective		
Collecte et transport	160	
Tri et conditionnement	161	
Autres	162	
Autres	163	694 174
Cours d'eau	164	
Protection de l'environnement	165	
Autres	166	
	167	694 174
Santé et bien-être		
Logement social	168	
Autres	169	
	170	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	171	104 191
Rénovation urbaine	172	
Promotion et développement économique	173	2 500
Autres	174	
	175	106 691
Loisirs et culture		
Activités récréatives	176	
Activités culturelles		
Bibliothèques	177	
Autres	178	
	179	
Réseau d'électricité		
	180	
	181	694 174
		453 390

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182	16 656	
Évaluation	183	40 884	
Autre	184	1 160 895	590 253
	185	1 218 435	590 253
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187	108 521	
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190	108 521	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202	28 536	
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	28 536	
Santé et bien-être			
Logement social	211	421 227	
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		414 447
	214	421 227	414 447
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217	2 500	
Autres	218	187 736	869 868
	219	190 236	869 868
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222		
	223		
Réseau d'électricité			
	224		
	225	1 966 955	1 874 568
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	2 661 129	2 327 958

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227		
Droits de mutation immobilière	228		
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230		
	231		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232		(319)
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234	7 188	14 589
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		11 880
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241		
Autres	242	276 060	134 077
	243	276 060	145 957
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	416 892		416 892	465 396
Greffe et application de la loi	2	225 788		225 788	336 327
Gestion financière et administrative	3	465 749	191 544	657 293	733 623
Évaluation	4	733 432		733 432	793 177
Gestion du personnel	5	132 925		132 925	132 360
Autres					
- Baux de villégiature/élections	6	437 705		437 705	603 600
- Génie municipal	7	524 837		524 837	
	8	2 937 328	191 544	3 128 872	3 064 483
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9				
Sécurité incendie	10	204 548		204 548	197 327
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	204 548		204 548	197 327
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 170		1 170	115 649
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	536 378		536 378	476 885
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	18 718		18 718	22 647
	22	556 266		556 266	615 181

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Réalizations 2017			Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25	330 573	228 845	612 967
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	976 491	101 121	1 146 718
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	168 355	168 355	172 025
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33	356 906	356 906	306 242
Autres	34			
Plan de gestion	35	78 255	78 255	86 001
Autres	36			
Cours d'eau	37	3 073	3 073	15 717
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	1 913 653	329 966	2 243 619
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	421 228	421 228	414 447
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	3 000	3 000	3 500
	44	424 228	424 228	417 947
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	336 105	336 105	334 511
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	1 627 727	1 627 727	1 602 910
Tourisme	49	267 132	267 132	212 513
Autres	50			
Autres	51	522 222	522 222	394 649
	52	2 753 186	2 753 186	2 544 583

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57	131 949	268 270	400 219	292 626
Expositions et foires	58				
Autres	59	31 475		31 475	
	60	163 424	268 270	431 694	292 626
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	102 800		102 800	62 804
	66	102 800		102 800	62 804
	67	266 224	268 270	534 494	355 430
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	98 081		98 081	143 440
Autres frais	70	8 178		8 178	13 572
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	106 259		106 259	157 012
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	789 780	(789 780)		

Section II - Autres renseignements financiers non audités

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	24
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	24
Acquisition d'immobilisations par objets	24
Analyse de la dette à long terme	25
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	26
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	27
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	28
Analyse de la rémunération	29
Analyse des revenus de transfert par sources	29
Frais de financements par activités	30
Rémunération des élus	31
Questionnaire	32

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 397 698	253 980
Autres infrastructures	11	20 338	145 806
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	65 415	38 743
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 483 451	438 529

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	1 418 036	399 786
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	65 415	38 743
	34	1 483 451	438 529

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	1 483 451	438 529
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	1 483 451	438 529

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 392 300	1 416 695	4 808 995
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 721 651	446 995	1 274 656
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	5 113 951	1 416 695	446 995
				6 083 651
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16			
Autres	17			
	18			
	19	5 113 951	1 416 695	446 995
				6 083 651
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	5 113 951	1 416 695	446 995
				6 083 651

Note

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
83090	Aumond	273 644
83045	Blue Sea	436 624
83085	Bois-Franc	109 011
83050	Bouchette	317 341
83040	Cayamant	474 742
83070	Déléage	469 212
83005	Denholm	140 296
83075	Egan-Sud	122 305
83032	Gracefield	1 085 707
83095	Grand-Remous	369 135
83015	Kazabazua	200 398
83020	Lac-Sainte-Marie	278 711
83010	Low	222 105
83065	Maniwaki	628 010
83060	Messines	589 093
83088	Montcerf-Lytton	196 526
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	279 063
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	28 140

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
83090	Aumond	129 574
83045	Blue Sea	216 333
83085	Bois-Franc	66 927
83050	Bouchette	191 809
83040	Cayamant	201 862
83070	Déléage	238 881
83005	Denholm	102 631
83075	Egan-Sud	88 371
83032	Gracefield	672 386
83095	Grand-Remous	187 678
83015	Kazabazua	145 245
83020	Lac-Sainte-Marie	243 647
83010	Low	171 920
83065	Maniwaki	627 083
83060	Messines	299 359
83088	Montcerf-Lytton	116 904
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	139 594
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	35 142
	1	3 875 346
Certaines municipalités		
83090	Aumond	30 907
83045	Blue Sea	41 321
83085	Bois-Franc	13 394
83050	Bouchette	24 846
83040	Cayamant	49 559
83070	Déléage	56 658
83005	Denholm	28 295
83075	Egan-Sud	15 035
83032	Gracefield	100 524
83095	Grand-Remous	44 268
83015	Kazabazua	41 489
83020	Lac-Sainte-Marie	40 015
83010	Low	41 522
83060	Messines	65 565
83088	Montcerf-Lytton	23 540
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	26 923
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	3 585
	2	647 446
	3	4 522 792

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	554 775	715 328
Autres	3	1 147 770	930 023
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	53 235	
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11	143 994	141 096
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	13		
Traitement des eaux usées	14		
Réseaux d'égout	15	647 445	623 375
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	16		
Matières recyclables	17	1 061 880	1 086 606
Autres	18	153 649	160 206
Cours d'eau	19	83 223	60 599
Protection de l'environnement	20	3 471	14 596
Autres	21		
Santé et bien-être			
Logement social	22		
Autres	23		3 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	24	84 528	104 932
Rénovation urbaine	25		
Promotion et développement économique	26	225 099	294 081
Autres	27	131 187	124 901
Loisirs et culture			
Activités récréatives	28	28 542	95 605
Activités culturelles			
Bibliothèques	29		
Autres	30	203 994	121 178
	31		
	32	4 522 792	4 475 526

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	19 396,00	717 465	164 101	881 566
Professionnels	2	13,00	35,00	19 202,00	589 027	196 265	785 292
Cols blancs	3	17,00	35,00	27 789,00	914 902	216 273	1 131 175
Cols bleus	4	4,00	40,00	6 935,00	166 938	44 919	211 857
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	44,00		73 322,00	2 388 332	621 558	3 009 890
Élus	9	18,00			322 474	32 499	354 973
	10	62,00			2 710 806	654 057	3 364 863

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	392 378				392 378
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	3 294 104				3 294 104
	17	3 686 482				3 686 482

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	9 827	42 046
	4	9 827	42 046
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	6 681	11 267
	15	6 681	11 267
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	34 897	65 579
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	36 796	38 120
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	71 693	103 699
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	18 058	
	39	18 058	
Réseau d'électricité			
	40		
	41	106 259	157 012

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Conseil de la MRC	227 056	92 418

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16		\$
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19		\$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité**OUI****NON**

Les questions 14 à 18 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

14. La MRC a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

41 42

15. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

43 44

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente.

16. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

45 46

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente.

17. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CM en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

47 48

18. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

49 50

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences.

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉFET OU PRÉSIDENT Michel Merleau

CONSEILLERS OU AUTRES MEMBRES

Denis Charron
Julie Jolivette
Chantal Lamarche
Gaetan Guindon
Joanne Poulin
Ota Hora
Morris O'Connor
Ronald Cross
André Carle

Laurent Fortin
Réjean Major
Bernard Cayen
Neil Gagnon
Gérard Coulombe
Gary Lachapelle
Robert Coulombe
Alain Fortin

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Lynn Kearney, CPA, CGA

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Claude-Ann Langevin, CPA, CGA

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 7 rue de La Polyvalente
(no) (rue)
MRC Vallée-de-La-Gatineau J0X 1W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 463-3241
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 463-3632
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claude-ann Langevin

Téléphone (819) 463-3241
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 463-3632
(ind. rég.) (numéro)

Courriel calangevin@mrcvg.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Dignard Ethier CPA Inc.

Titre CPA Auditrice, CGA

Adresse 18 rue Principale
(no) (rue)
Gracefield J0X 1W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 463-2222
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 463-0111
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Ethier

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claude-Ann Langevin , atteste que le rapport financier de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-15 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par La Vallée-de-la-Gatineau .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Vallée-de-la-Gatineau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que La Vallée-de-la-Gatineau détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de	<u>1 202 179 \$.</u>
Le sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement page S40 ligne 3 est de	<u>4 522 792 \$.</u>

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-29 13:38:20

Date de transmission au Ministère : 2018/05/29